

LE JOUR, 1950
24 MAI 1950

HATONS-NOUS LENTEMENT...

Entre la Syrie et nous, si, après la discorde, une tendance meilleure se dessine ; si, après la rupture agressive subie par nous dans la sérénité, le désir d'un effort loyal rebondit, il ne faut pas, pour le bien commun, nous hâter plus que de raison. Le repos futur est à cette condition, la future harmonie des relations libano-syriennes ; car jusqu'ici l'expérience, pour décisive qu'elle soit, n'a été faite qu'à moitié. Son aspect le plus impressionnant, c'est dans les mois qui viennent qu'on pourrait l'attendre.

Le peuple aidant, notre Gouvernement s'est comporté sur ce terrain avec une louable sagesse. Mais avec les qualités certaines qu'on reconnaît au Président du Conseil, il faut se souvenir que sa tendance naturelle est pour le compromis, même onéreux parfois. Nous mettons comme M. Riad Solh la fraternité libano-syrienne au premier plan et la paix au-dessus de tout ; nous en savons tout le prix ; mais c'est l'intérêt de la Syrie elle-même de se débarrasser enfin de quelques préjugés.

Ce pourrait être de bonne politique de mettre un peu de patience encore dans le développement de l'expérience imposée par Damas et de vérifier, par le fait, la nature et la qualité, des situations réciproques. Une telle expérience, et dans ces conditions, on ne la refait pas tous les ans.

Par tempérament et par inclination réfléchie, M. Riad Solh est pour la progression « par étapes ». En multipliant trop les étapes, on manque parfois le but il est vrai et nous pourrions en citer des exemples ; mais, cette fois, les « étapes » si familières à M. Riad Solh ne seraient pas de trop. Notre sentiment est que la hâte pourrait moins profiter que nuire.

Ce qu'on doit repérer, ce qui doit se faire jour à travers la confusion qui a été la caractéristique de la crise, ce sont les données permanentes du problème. C'est la distinction entre ce qui est durable de sa nature et ce qui ne l'est pas, entre une loi de la géographie et de l'histoire et les fantaisies d'un législateur qui ne s'est pas inspiré de la leçon du temps.

En bref, si nous sommes heureux que la tension décroisse et que les perspectives s'éclaircissent, il nous paraît indispensable de ne pas mettre comme on dit la charrue avant les bœufs et de ne pas faire une politique précaire au prix d'une conception hâtive ou fautive de l'économie.

Le Gouvernement, pressé par les questions les plus diverses et qui tâche d'y faire face dans des conditions devenues inhumaines (un gouvernement comme celui d'aujourd'hui, qui l'eût imaginé seulement il y a cinq ou six ans ?) le Gouvernement a le devoir de tout subordonner à l'essentiel et sa « popularité » à ses responsabilités.

Nous avons fait assez de démagogie ces dernières années. Les meilleurs atouts sont dans notre jeu. Espérons que l'on saura s'en servir.